

RENFORCER LA SENSIBILISATION AU DOMAINE FORESTIER EN AFRIQUE CENTRALE

TABLE RONDE D'EXPERTS RÉGIONAUX NOTE D'INFORMATION

QUOI : Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) organisera une table ronde sur la lutte contre l'exploitation forestière illégale avec des experts de l'armée, de la police et de la gendarmerie, des services forestiers, de la société civile et des organisations régionales afin d'analyser comment mettre en œuvre conjointement des outils et des techniques pour améliorer le partage des données, les analyses et les informations sur les activités criminelles transnationales forestières en Afrique centrale.

OÙ : Douala, Cameroun

QUAND : Du 19 au 21 novembre 2024

QUI : Le programme s'adressera à 40 experts militaires et civils au total, dont environ 30 viendront de l'étranger, en plus de 5 à 10 participants locaux. Environ 15 experts viendront des secteurs de l'armée/de la gendarmerie, de la défense civile et des gardes forestiers du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Gabon et de la République du Congo, y compris plusieurs anciens de niveau 05-07 ou équivalent civil ayant pris part au programme du CESA de juillet 2023 sur la lutte contre l'exploitation forestière illégale et travaillant sur la sensibilisation au domaine forestier. Environ quatre seront des experts civils et militaires du domaine forestier de Côte d'Ivoire et du Ghana qui ont participé au programme du CESA de 2023 ; une dizaine de personnes viendront de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), du Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC), de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), du Bureau régional d'Interpol et d'organisations régionales connexes ; et environ quatre personnes viendront de groupes de la société civile qui recueillent des données sur le trafic illicite dans le domaine forestier et gèrent des plates-formes de partage et d'analyse. L'AFRICOM, le Service forestier des États-Unis et l'USAID CARPE peuvent être invités en tant qu'observateurs. La section camerounaise du CESA désignera également un participant.

POURQUOI : Cette table ronde régionale s'appuiera sur les signaux de demande que le CESA a reçus lors du programme multinational relatif au renforcement de la coordination du secteur de la sécurité en vue de lutter contre l'exploitation forestière illégale organisé en juillet 2023. Lors de ce programme, les participants ont manifesté leur intérêt pour l'exploitation des différents outils et ressources dont disposent les acteurs de l'armée, de la police, de la justice, des gardes forestiers et de la société civile afin de renforcer la « sensibilisation au domaine forestier » dans les différents pays. L'Afrique centrale, dont le centre de gravité est constitué par les forêts du bassin du Congo, deuxième puits de carbone au monde, devrait renforcer les mécanismes fiables de partage des

informations sur l'exploitation forestière illégale et sur les mesures prises par les États et les acteurs de la société civile afin de lutter contre ce phénomène et de le prévenir.

Les institutions régionales telles que la CAPPCCO, la CEEAC et la COMIFAC déploient divers efforts pour la lutte contre l'exploitation forestière illégale. Entre la police, les services forestiers, les ONG internationales, le réseau Africa TWIX, ICPO, les plates-formes nationales d'échange d'informations sur le bois et l'imagerie satellitaire commerciale, il existe une quantité considérable d'analyses et de données sur l'état des forêts africaines et l'exploitation illégale des forêts. Les organisations de la société civile ont conçu des plates-formes de suivi, d'analyse et de partage d'informations qui aident certains États à se doter d'outils de lutte contre le trafic illicite. En outre, il existe de bons exemples de « groupes de travail multiacteurs » mis en place par l'État pour sensibiliser au domaine forestier par le biais de l'audit des concessions appartenant à des étrangers et de l'inclusion des chefs des communautés forestières dans l'analyse de la surveillance.

Bien que tous ces types de données, d'analyses et d'informations soient nécessaires pour la lutte contre l'exploitation forestière illégale, le problème aujourd'hui est que les connaissances provenant de ces différentes sources ne sont pas systématiquement partagées ou combinées pour être utilisées par les dirigeants stratégiques de la région au moment de la prise de décisions relatives à la manière de coordonner les agences et les frontières nationales pour lutter contre l'exploitation forestière illégale et la criminalité organisée afférente. La table ronde réunira les principaux acteurs militaires et civils dont la coordination dans le domaine forestier est essentielle pour la lutte contre l'exploitation forestière illégale et le renforcement de la résilience face à celle-ci.

COMMENT : Le forum se déroulera en personne pendant trois jours, en anglais et en français, et sera soumis à une politique de confidentialité totale. Le programme explorera les implications sécuritaires du renforcement de la coordination entre les acteurs de la défense, des forces de police, de la justice, de la foresterie et de la société civile pour lutter contre l'exploitation forestière illégale. Les participants évalueront comment concevoir des réponses pour la collecte, le traitement, l'analyse et le partage de données et d'informations dans la région afin de permettre une meilleure « sensibilisation au domaine forestier » en matière de sécurité. Cette évaluation se fera par une association d'exposés et de discussions en séance plénière, de séances de démonstration pour les bases de données régionales et nationales et l'analyse des politiques connexes, et de groupes de discussion qui travailleront sur un ensemble structuré d'exercices pour poursuivre la rédaction, l'affinement et l'adaptation d'un cadre de solution de sensibilisation au domaine forestier que les anciens étudiants du CESA du programme de juillet 2023 ont commencé à rédiger. Ces exercices permettront aux experts de réfléchir à des réponses adaptées aux visions de sécurité nationale et aux contraintes de ressources des pays, tout en abordant l'économie politique de l'exploitation forestière illégale qui rend nécessaire une meilleure « sensibilisation au domaine forestier ».